

FNEC-FP 94



**Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture
et de la Formation Professionnelle – Val-de-Marne**

**FNEC-FP Force Ouvrière
Maison des syndicats
11-13 rue des Archives
94010 Créteil Cedex**

Déclaration de la FNEC FP-FO AU CDEN du 24 avril 2020

L'annonce de l'ouverture des *établissements scolaires* (écoles, collèges, lycées) à partir du 11 mai suscite l'inquiétude et l'indignation de très nombreux collègues de notre département qui est l'un des principaux touchés par la pandémie et par de nombreux décès n'épargnant pas les écoles.

Le gouvernement décide de maintenir la fermeture des universités qui n'accueillent que des adultes pouvant respecter les gestes barrières, mais par contre il n'y aurait aucun problème pour accueillir des enfants de 3 à 11 ans dans des groupes scolaires ? Les gestes barrières et la distanciation sociale sont insuffisants pour envisager de rouvrir les cinémas, les restaurants et les théâtres, mais il serait possible de rouvrir les écoles ?

De qui se moque-t-on ?

La FNEC FP-FO 94 rappelle que le gouvernement a démontré, depuis le début, son incapacité à gérer la pandémie : décision tardive de fermer les écoles (alors que le virus circulait déjà largement dans le pays) qui a contribué à aggraver la crise sanitaire, incapacité à fournir du matériel de protection élémentaire pour les soignants, incapacité à fournir des tests et des respirateurs, ...

Depuis plus d'un mois, dans notre département, comme partout en France, alors que l'accueil des enfants de soignants s'effectue dans de tout petits groupes et dans un nombre réduit d'écoles, l'Education Nationale a été dans l'incapacité de fournir aux enseignants volontaires le matériel de protection (masques, gel hydroalcoolique, gants ...), ni même de leur donner des consignes claires à respecter afin de se protéger et de protéger les jeunes enfants dont l'accueil nécessite pourtant des dispositions particulières. Rien de concret n'a été organisé pour s'assurer d'une désinfection des locaux d'accueil plusieurs fois par jour. Les agents territoriaux présents n'ont, bien souvent, pas de protection non plus. Dans ces conditions d'hygiène déplorables, des collègues volontaires ont donc inévitablement été atteints du COVID-19, et des enfants de soignants ont été contaminés.

Cette semaine, pour la première fois, les collègues volontaires ont pu bénéficier de la part de leur employeur d'un masque chirurgical, mais toujours aucune consigne sanitaire précise pour organiser l'accueil des enfants de soignants.

Par quel miracle ce que le Ministre est dans l'incapacité de faire depuis un mois pour un très petit nombre d'enfants dans très peu d'écoles, pourrait-il l'organiser dans 2 semaines pour toutes les écoles, 13 millions d'élèves et un million d'enseignants, alors que rien n'est

prêt ? Comme le gouvernement sait fort bien qu'il lui est totalement impossible de garantir la sécurité des élèves à partir du 11 mai, il se décharge de sa responsabilité sur les familles en annonçant « un principe de volontariat ».

Dans un sondage, dont les résultats viennent d'être rendus publics hier, près de deux parents d'élèves sur trois (64 %) affirment qu'ils n'enverront pas au moins un enfant en classe à la levée du confinement et une proportion similaire de Français rejette la réouverture des établissements scolaires (63 %).

Rappelons que le président de la Fédération des médecins de France, Jean-Paul Hamon, qui « *s'attendait à ce qu'il décrète des vacances jusqu'en septembre* » considère que cette décision « *fait courir un risque inutile (...) et est prématuré(e)* ». (France Info, 13 avril 2020).

Le président de l'ordre national des médecins déclare que "*Déconfiner le milieu scolaire reviendrait à remettre le virus en circulation*".

Les syndicats FO, CGT, SUD de l'hôpital de Beaujon (92) indiquent, suite à l'annonce de réouverture des écoles le 11 mai : « *nos hôpitaux subiront inévitablement une 2ème vague épidémique, qui pourrait être encore plus meurtrière dans la mesure où, selon les estimations, seulement 10% de la population présenterait une immunité.* »

Des pétitions de parents d'élèves se multiplient sur internet contre la reprise le 11 mai pour dire « *Nos enfants ne sont pas des cobayes* ».

De nombreux maires indiquent qu'ils ne veulent pas que les écoles ouvrent le 11 mai. Le maire d'une grande ville indique que cette décision est « *déraisonnable* », un autre explique que ce sera « *impossible* ». Pour un troisième : « *Nous voyons tous les grandes difficultés de rouvrir les écoles alors que partout dans le monde ce sont les écoles qui ont ouvert après tout le reste* ».

Les syndicats CGT-SUD-FO-CFDT de l'hôpital Henri Mondor à Créteil ont déposé en fin de semaine dernière un avis de « danger grave et imminent » auprès de la direction. Pour alerter de la « *situation très préoccupante au niveau psychologique des personnels de santé et l'épuisement dû aux conditions de travail actuelles* ». « *On nous habille avec des guenilles, on nous file des masques périmés* » vient de déclarer un infirmier anesthésiste volontaire en réanimation. 150 soignants du CHU ont contracté le Covid-19.

Oui, aujourd'hui encore, dans les hôpitaux, les EHPAD, les entreprises, les soignants, les malades, les salariés se contaminent entre eux car le gouvernement est incapable de leur fournir des tests, des masques, du gel, des surblouses et des moyens pour isoler les porteurs du virus. N'est-ce pas la première question à régler avant d'envisager toute réouverture des écoles ?

Le 12 mars, le président Macron présentait aux Français la fermeture des crèches et des établissements scolaires, *au motif que « nos enfants et nos plus jeunes, selon les scientifiques, sont celles et ceux qui propagent, semble-t-il, le plus rapidement le virus, même si, pour les enfants, ils n'ont parfois pas de symptômes »*. Le 13 avril, faisant fi de ce qu'il déclarait un mois plus tôt, il ose maintenant justifier cette réouverture prématurée : « *la situation actuelle creuse des inégalités. Trop d'enfants, notamment dans les quartiers*

populaires et dans nos campagnes, sont privés d'école sans avoir accès au numérique et ne peuvent être aidés de la même manière par les parents. (...) C'est pourquoi nos enfants doivent pouvoir retrouver le chemin des classes. »

Oui, il faut éviter une catastrophe scolaire sans précédent et pour cela prendre en compte la situation inédite à laquelle nous sommes confrontés depuis le 13 mars. Mais cela ne passe certainement pas par exposer inconsidérément au Coronavirus, les enseignants, les AESH, les agents territoriaux, les élèves et par conséquent leurs familles.

Rappelons que le gouvernement Macron Blanquer avait attribué en janvier dernier 44 postes pour les écoles du Val-de-Marne pour la rentrée 2020. Depuis, il y a eu la pandémie, le confinement, la fermeture des écoles depuis le 13 mars. Chacun comprend que les conséquences de cette situation sont et seront catastrophiques pour nombre d'enfants de notre département. Et bien le Ministre a décidé d'octroyer des postes supplémentaires pour prendre en compte les conséquences de la pandémie, et il a donc jugé que la situation n'avait pas d'effet sur les 140 000 élèves des écoles primaires du Val-de-Marne puisqu'aucun poste supplémentaire ne nous a été attribué dans ce cadre.

Pire, en pleine pandémie, alors que les enseignants et les parents ne peuvent se réunir, se rassembler, être reçus en délégation pour faire valoir la situation de leur école, pour défendre leurs droits statutaires, pour le Ministre et les responsables de l'Education nationale il faudrait faire entériner au plus vite près de 100 fermetures de classes et de dédoublements CP CE1.

L'urgence pour le Ministre consiste donc à faire appliquer, coûte que coûte, sa feuille de route de destruction des droits, quitte pour cela à utiliser la situation créée par la pandémie et le départ de Madame la Directrice académique le 1^{er} juin, au moment où il annonce la réouverture des écoles.

Pour être précis, l'urgence pour le Ministre, pendant le confinement, est donc de transformer les UPE2A en postes mobiles rattachés aux circonscriptions, entraînant des baisses de décharges de direction et mettant en cause les droits des enfants migrants, des enfants ROM qui sont pourtant particulièrement exposés et touchés par la pandémie tant sur un plan sanitaire que sur un plan scolaire. L'urgence pour le Ministre est donc de diminuer le nombre de postes pour les élèves allophones dans le projet de carte scolaire de notre département.

L'urgence pour le Ministre, pendant le confinement, est de permettre que la ou le successeur de Madame la Directrice académique puisse avoir les mains totalement libres pour refermer en juin et en septembre de nouvelles classes et postes sur lesquels des enseignants sont nommés à titre définitif, au mépris des droits des personnels.

L'urgence pour le Ministre, pendant le confinement, est de remettre en cause le statut d'écoles d'application et les garanties qui vont avec pour les directeurs de ces écoles.

Les collègues et nous-mêmes sommes totalement révoltés par de telles pratiques.

Tous ceux qui sont attachés au droit à l'instruction et qui se refusent à voir une génération entière d'enfants purement et simplement sacrifiés ne peuvent que s'élever contre une telle forfaiture et exiger solennellement l'abandon immédiat de ces mesures.

Concernant le 2nd degré, les dotations, là aussi bien en deçà des besoins, inquiètent tout autant les collègues. Le CTSD surréaliste du 31 mars où la Direction académique a présenté les cartes scolaires avec les ouvertures et fermetures de postes en collège nous paraît invraisemblable dans un contexte où les collègues, avec leurs sections syndicales, ne peuvent défendre leurs revendications, ne peuvent se réunir en heure d'information syndicale ou être reçus en audience. Les dotations horaires ne sont pas suffisantes dans les établissements et des postes ferment. Dans quel état seront les élèves déscolarisés pendant des mois, ayant vécu un confinement difficile, qui n'auront plus de repère ?

Alors oui il y a urgence ! Il y a urgence à ce que toutes les fermetures de postes qu'elles soient présentées comme fermes ou conditionnelles soient abandonnées dès aujourd'hui.

Il y a urgence à ce que les UPE2A à temps complet dans une école soient rétablies et que toutes les nouvelles demandes d'ouvertures soient satisfaites afin que les enfants Roms, les enfants de migrants voient leurs droits respectés.

Il y a urgence à ce que toutes les ouvertures demandées par les écoles afin de prendre en compte l'augmentation des effectifs soient actées.

Il y a urgence à ce que toutes les contre-réformes qui détruisent le service public et détruisent les droits des salariés : réforme des retraites, réforme du Code du travail, réforme du BAC, Parcoursup, réforme de la Fonction publique soient abandonnées.

Il y a urgence à ce que soit attribuée une dotation exceptionnelle de plusieurs centaines de postes supplémentaires pour tous les établissements scolaires du département, du premier comme du second degré, particulièrement dans les quartiers où les difficultés sociales sont les plus importantes, pour organiser des dédoublements de classes dans beaucoup de niveaux, des petits groupes, des séances personnalisées, des suivis individuels pour rattraper les inégalités qui se sont inévitablement creusées, pour permettre à des milliers d'enfants de redevenir des élèves et de reconstruire l'Ecole.

Ce plan d'urgence a été présenté lors d'une conférence de presse mardi 22 avril ; elle a rassemblé les représentants départementaux des organisations syndicales SNUipp-FSU, SNES-FSU, SNUDI-FO, SNFOLC, CGT et ceux des associations de parents d'élèves FCPE et PEEP.

Nous ne sommes pas dupes, ce n'est ni l'aide aux élèves en difficulté, ni l'amélioration de la situation sanitaire de la population qui guident l'annonce de la réouverture des écoles à partir du 11 mai, mais l'exigence répétée du Medef : les profits ne peuvent attendre davantage, il faut rouvrir les entreprises et pour cela faire garder les enfants dans les écoles, quels qu'en soient les risques pour les salariés, les enseignants, les enfants. Pour ce faire, le gouvernement lèverait les autorisations d'arrêt de travail pour garde d'enfant à tous les salariés. Le patronat s'est d'ailleurs déclaré "satisfait".

Pour la FNEC FP-FO 94, il est hors de question que les écoles rouvrent le 11 mai et tant qu'il y a un risque pour la santé des enfants, de leurs familles et des personnels. Il est impossible d'exposer les enfants et par conséquent leurs familles, les enseignants, les AESH, les agents et de transformer les groupes scolaires en « incubateurs à coronavirus » pour satisfaire les appétits des actionnaires, plutôt que de protéger la population.

Les syndicats de la FNEC FP-FO 94 approuvent totalement le vœu commun FO FSU CGT adopté par le CTA du 21 mai : « *Pour les élu-e-s du CTA, il est hors de question*

d'envisager une réouverture des établissements le 11 mai alors que les conditions sanitaires ne sont pas réunies et que nous savons aujourd'hui, comme le confirme l'ordre des médecins, qu'elles ne le seront pas.

Pour nos organisations, aucune réouverture des établissements n'est envisageable sans que soit organisés préalablement le dépistage systématique et généralisé des personnels et des élèves, les conditions d'application des gestes barrières, la distribution de masques, en respect de l'avis présenté au CHSCTM d'autant plus dans notre académie, faisant partie des zones les plus touchées. »

En conséquence nous vous demandons de prendre l'engagement devant le CDEN de ne pas rouvrir les établissements scolaires du Val-de-Marne le 11 mai et tant que les conditions sanitaires ne seront pas réunies.